

ainsi que d'autres Canadiens à y aller de propositions pratiques qui permettraient au Canada d'exceller - non pas seulement de survivre et encore moins de régresser - dans un monde à la fois transformé et en voie de transformation.

Permettez-moi une digression sur deux "précisions" (comme on les appelle à High River). D'abord, le PEN et FIRA. Sans vouloir voler la vedette à mes collègues, je suppose que si vous vivez dans les petites villes au voisinage du champ pétrolier de Pembina dans l'ouest de l'Alberta, vous avez tendance à mesurer le succès du Programme énergétique national moins en fonction de la publicité télévisée de Pétro-Canada qu'en fonction des pertes d'emplois dans les secteurs du forage et des services dans votre propre localité. Si vous êtes un chargé de développement à Scarborough ou à Longueuil, vous avez tendance à percevoir l'investissement étranger en termes d'emplois et non de souveraineté. Les gens du champ pétrolier de Pembina, de Longueuil ou de Scarborough peuvent avoir tort, mais le 4 septembre ils ont été plutôt catégoriques. Ils estiment que les programmes que je viens de mentionner ne conviennent pas pour des motifs canadiens. Non pas pour des motifs étrangers mais pour des motifs proprement canadiens. Ils estiment que ces programmes ne servent pas efficacement la politique canadienne. Et notre gouvernement a un mandat national - une obligation nationale, à notre avis - de changer les programmes qui n'ont pas fonctionné. Souvent, ces changements influenceront sur nos relations avec d'autres pays, mais il s'agit là d'une conséquence secondaire.

La deuxième précision a trait à cette partie du monde qui n'est pas située sur le continent nord-américain. En accordant si tôt dans notre mandat la priorité à nos relations avec notre plus important partenaire commercial, on risque de nous accuser de négliger nos autres occasions et obligations dans le monde. Nos actions montreront que cette priorité n'est ni exclusive ni excessive. Nous avons, vis-à-vis du reste du monde, du GATT, du Traité sur la non-prolifération, des marchés en Asie et en Europe et au Moyen-Orient, un engagement qui exige - et qui en fait recevra - une attention de tous les instants. L'une des fonctions que m'a confiées le Premier ministre est de veiller à ce que le Canada continue à percevoir le monde comme un entier; c'est ce que je compte faire.